

LeQuotidien



AMBASSADE DE LA PAIX

FNPSS

ALICE MIRIMO OU LA LÉGENDE D'UNE FEMME ENGAGÉE POUR LA JUSTICE SOCIALE DANS LA SOLIDARITÉ, P23



URI

PREMIERE CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA REGLE D'OR EN RDC , P32



MONUSCO

LEILA ZERROUGUI ECHANGE AVEC LES CHEFS DES CONFESSIONS RELIGIEUSES, P28



La CIME à la conquête de l'expérience Ghanéenne pour des élections apaisées en RDC

p 2, 4, 6, 8, 10, 13, 15, 17



Crise humanitaire en RDC

M. BRUCE GUENTHER CHEZ LE REVEREND DOCTEUR MILENGE MWENELWATA, P30

PROCESSUS DE DEMOCRATISATION: COMMENT LA CONFERENCE EPISCOPALE DU GHANA FAIT TOURNER LA ROUE



La délégation congolaise échange avec la Conférence Episcopale du Ghana

La délégation s'est entretenue dans l'après-midi du Lundi 22 Janvier 2018 avec la Conférence Episcopale du Ghana, à son siège.

La Conférence Episcopale du Ghana a en amont exprimée sa solidarité envers le peuple Congolais pour le temps difficile que traverse le pays, cela par l'entremise de son Evêque en Chef, Mgr Rév. Gabriel Charles Palmer Buckle. Elle s'est aussi dite très préoccupée par la situation générale en RDC.

S'agissant de sa contribution à la pacification du Ghana, la Conférence des Evêques a présenté à la délégation un nombre important d'initiatives qu'elle a eut à lancer avec des confessions religieuses sœurs pour le besoin de la cause.

L'instauration des forums interreligieux, en plus du réseau "FAITH", un forum citoyen qui s'occupe de rechercher l'inclusion et l'implication de toutes les parties-prenantes en temps de règlement des questions d'intérêt national, reste pour la Conférence des Evêques des atouts de marques de la stabilisation du Ghana.

Suivez le fil de l'actualité sur >>



Rév. Dr Milenge Mwenelwata



@RevMilenge



www.milengemwenelwata.com



PLUS VITE ET PLUS LOIN!

“J’aimerais visiter une RDC où régnera la Paix et la concorde nationale.” Mgr Charles Gabriel Palmer

La sensibilisation des électeurs et des acteurs en est aussi un des atouts, et cela pour préserver la paix avant et après le processus.

Pour l’Evêque en Chef de la Conférence Episcopale du Ghana, l’absence d’une éducation civique et électorale des électeurs est censée être la source de tous les maux. Dans ce cas, le peuple ne saura interpréter comme il se doit tout ce qui se trouverait repris dans des textes. Du fait, ce dernier a invité les Chefs religieux de la RDC et la CENI à intensifier l’éducation électorale des populations et d’assurer un suivi approprié de la mise en application de ce qu’elles auront enseignées. Cet exercice, apportera assurément la justice électorale au Congo, et la paix s’en suivra.

Outre que la sensibilisation des électeurs, l’Evêque en Chef a prié les Leaders religieux de la RDC de savoir d’outrepasser les différences religieuses et doctrinales afin de générer la cohabitation pacifique et l’harmonie entre les fidèles d’obédiences respectives.

Des rapports existentiels entre son Eglise et les autres groupes religieux du pays, l’Evêque en Chef de la CGBC a fait observer à ses hôtes que l’Eglise Catholique a gardé longtemps la pratique de ne jamais s’associer aux conseils des églises. Le cas spécifique du Ghana, il a noté qu’avec la poussée démocratique, la CGBC, en l’occurrence, avait compris la nécessité de s’associer aux efforts des autres afin d’arriver à communiquer un même message au peuple. Cela non pas pour le bénéfice d’un seul individu ou d’un groupe d’individus mais pour le bénéfice du Peuple Ghanéen dans son ensemble.

Pour lui, la maturation politique est un processus périlleux qui demande temps et patience. L’Evêque en Chef a estimé qu’il fallait y aller doucement. Il a déploré que cela ne soit pas toujours autant le cas pour les politiciens qui, eux, sont toujours entraînés de courir.

Pour s’assurer de la bonne quiétude en période électorale, les Chefs des églises délivrent, chacun à son tour, un message de paix commun à tous, et qui est lu dans toutes les diocèses, mosquées et paroisses que compte le pays pour prévenir les violences électorales.

Le Chef de l’Eglise Catholique du Ghana a émis le souhait de visiter la République Démocratique du Congo dans un futur proche. Une RDC, où, comme le Ghana, règnera la paix et la concorde nationale, et où le peuple sera entraîné de jouir des bénédictions qui sont le sien, lui accordé par Dieu. /RL



PROCESSUS DE DEMOCRATISATION: COMMENT LA COMMUNAUTE ISLAMIQUE FAIT TOURNER LA ROUE



Photo de famille après l'entretien avec Cheikh Usman Shaributu, Imam en Chef de la CIG

La délégation s'est ensuite entretenue dans l'avant midi du mardi 23 janvier avec l'Imam en Chef de la Communauté Islamique du Ghana, le **Cheikh Usman Shaributu**. L'entretien s'est déroulé au siège de la Communauté.

Séance démarrée par une courte prière dite par **Cheikh Usman**, à la suite de laquelle, **Cheikh Arim Yahu** ancien responsable de l'Unité de l'Education Islamique au Ghana et Assistant de **Cheikh Usman Shaributu** a exhorté toute l'assistance, la délégation y compris, à réagir par une phrase collective *Allah akbar* ou Dieu est Grand.

Reprenant la parole, l'Imam en Chef Usman a adressé une salutation de paix au peuple Congolais. Il s'est ensuite appesanti sur un certain nombre des leçons magistrales sur le bien-être devant contribuer à la prévention des conflits.

Il a insisté sur l'importance pour les hommes de regarder dans la même direction, l'humanité ayant une source et origine communes. Selon l'Imam, que Dieu ait reparti le monde en des nations et ethnies témoigne de sa volonté céleste de voir les hommes se reconnaître frères et soeurs. Le créateur n'a pas fait cela pour nous soyons en conflit perpétuel avec nous-même ou pour que nous vivons à couteau tiré avec notre prochain.

L'une de source de la paix en communauté, dicit l'Imam, c'est de savoir retourner la paix partout où l'on vous manifeste de la haine. Ne pas venger celui qui vous offense de suite de son ignorance.

L'Imam en Chef a regretté que les humains creusent parfois des puits contre les autres mais au-dedans desquels ils finiront par retomber eux-mêmes.

Pour l'Imam, il est indiscutable que lorsqu'une personne professe du mal ou de la haine à l'encontre d'autrui qu'il subisse de par lui-même tous les sorts qu'il professe contre autrui.

Pour ne pas souiller son travail ne pas se laisser entourer par des gens vulgaires qui ne sont pas respectables ni honorables.

L'Imam en Chef a aussi fait savoir à la délégation qu'il avait, de façon personnelle, la tradition de prier pour tous les pays en conflits pour que la paix soit recouverte. L'origine de l'humanité étant la même, témoigner de la compassion envers tous les pays en proie à des moments difficiles est plus qu'un impératif. Il a promis de prier pour que règne la paix avant et pendant les élections en RDC. L'Imam a dit espéré que la paix sera recouverte au Congo, et cela l'aidera à visiter le Congo afin de partager sa paix, et créer un pont entre les communautés chrétiennes et musulmanes du Congo avec celles du Ghana. *Toutes les religions du monde mangent sur la même table*, dit l'Imam .

L'ancien responsable de l'Unité d'Education Islamique au Ghana, devenu assistant à l'Imam en Chef, le **Cheikh Arim Yahu**, a , pour sa part , fait savoir que le Ghana reste perçu comme une oasis dans le désert, parce qu'entourer des pays où prévaut des turbulences répétitives. Selon lui, il existe certes des conflits au Ghana, mais il existe aussi des mécanismes de résolution. La gestion et prévention des conflits sont gérées par le AGCRP un Conseil regroupant toutes les Communautés religieuses du pays. Ce Conseil permet de discuter en amont des problèmes et des conflits potentiels et d'en prévoir déjà des voies et moyens de résolution. Le Conseil a permis au Ghana de revenir à la démocratie, mais aussi a aidé à résoudre toutes les conflits à connotation religieuses dans le pays.

Partant du Conseil interreligieux comme model, les Chefs des confessions religieuses du Ghana ont propulsé un cadre de concertation beaucoup plus élargie dit le

Conseil pour la Paix comprenant des organisations religieuses, des organisations traditionnelles, des structures de la société civiles, mais aussi des partis politiques.

Le champ d'action de ce nouveau Conseil ne se limite pas qu'au domaine religieux mais il intervient également sur le champ politique.

La paix au Ghana, à en croire l'assistant de l'Imam en Chef, provient des efforts cumulés des organisations religieuses du pays. Pendant les élections, le **Conseil pour la Paix** joue un rôle central. En cas de risques de compromissions de la paix dans une partie du pays, le Conseil intervient rapidement pour éteindre l'étincelle. La Paix qui prévaut actuellement au Ghana résulte des planifications et de l'exécution des plans dudit Conseil.

Comme pour l'Evêque en Chef de la Conférence Episcopale, l'Imam en Chef des musulmans délivre un message de paix commun à tous les chefs religieux en période électorale relayé dans toutes les mosquées du pays.

Le Révérend Dr Frimpong, Secrétaire Général du Conseil Chretien du Ghana, qui accompagnait la délégation congolaise, a fait savoir à l'Imam que le sort de l'Afrique était interconnecté. Ce qui affecte la RDC a de la répercussion sur tout le continent. Il a exhorté l'imam, et les musulmans du Ghana dans l'ensemble à prier pour la RDC. /RL

“Je meurs d'envie de voir la RDC recouvrir la paix et la stabilité. Ainsi je pourrais m'y rendre afin de créer un pont entre les communautés chrétiennes et Musulmanes du Congo avec celles du Ghana”. Cheikh Usman Shaributu



PROCESSUS DE DEMOCRATISATION: COMMENT LE CONSEIL CHRETIEN DU GHANA FAIT TOURNER LA ROUE



La dilection congolaise en pleine séance de travail avec le Conseil Chretien du Ghana

Au siège du **Conseil Chretien du Ghana**, la délégation a suivi avec attention la présentation de cette structure incontournable dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, son champ d'application, mais aussi ses multiples contributions aux efforts de paix au Ghana.

Créé en 1929, le Conseil Chretien du Ghana milite pour l'unité des chrétiens et s'occupe aussi des mener des plaidoyers à tous les niveaux en faveur des chrétiens peuplant ce pays. Au Ghana, toutes les meilleures Institutions qui ne passe pas sous le contrôle de l'Etat appartiennent au Conseil Chretien du Ghana et près de 47% d'hôpitaux du pays.

Dans sa mission le CCG entend amener les chrétiens à parler d'une seule voix et les amener à entendre la voix de Dieu. Le Conseil Chretien a joué un rôle transformateur pour l'avancement du Ghana.

Pour le règlement des questions d'intérêt général, le Conseil agit ensemble avec les autres Confessions religieuses dans un réseau inter-confessionnel. Le Conseil reste convaincu qu'en ce qui concerne les questions d'intérêt national la responsabilité ne revient pas à un seul groupe. Ainsi il déploie beaucoup d'efforts en matière d'intervention même si la bonne gouvernance reste pour ceci une de ses pistes de base.

Le Conseil s'occupe notamment de la rédaction des documents de sensibilisation qui sont directement envoyés aux fidèles. Organise le décryptage des messages politiques dans des églises pour une meilleure compréhension des fidèles. Il n'hésite pas de joindre, en cas de nécessité, les leaders politiques dans les discussions.

Au Ghana, à en croire le Révérend OPUNI-FRIMPONG, le Conseil Chrétien incarne la voix de la paix et du calme. Lorsque celui-ci s'adresse au peuple, le peuple entier l'écoute. Il arrive que même lorsqu'un parti politique fait face à des problèmes à l'interne que le Conseil soit invité à en assurer la médiation, cela grâce notamment à son sens objectif.

A l'approche de toute élection au Ghana, trois préoccupations majeures refassent surface à savoir: *la tricherie, le vote double et l'ethnocentrisme*. Pour palier à ce défi, le Conseil déploie ses éléments à chaque étape du processus électoral pour s'assurer de la conformité et sensibilise les fidèles pour qu'ils ne laissent pas leurs enfants mineurs s'enrôler.

En marge de chaque élection, le Conseil organise des marches pacifiques pour la paix auxquelles sont associées tous les autres groupes religieux.

Il organise aussi des concerts musicaux inter-religieux. La spiritualité, pour le Conseil Chrétien, ne se limite pas qu'au niveau des églises ou mosquées, mais va jusqu'à l'urne.

Le Secrétaire Général du CCG a fait savoir à la délégation que son Institution communique beaucoup. Elle fait beaucoup de déclarations dans un sens comme dans l'autre. A des moments, elle est applaudie, et à d'autres non surtout lorsqu'elle relate des choses qui ne plaisent pas à un camps.

Au regard de tout, le Conseil Chrétien maintient un point de vue objectif face à chaque situation. Les pasteurs ne sont pas associés à aucun parti politique. Ils s'accrochent à ce qui est bon pour le pays./RL



PROCESSUS DE DEMOCRATISATION: LA COMMISSION ELECTORALE DU GHANA FACE À SES RESPONSABILITES



La délégation congolaise en échange avec la Commission Electorale du Ghana

La délégation mixte CIME-CENI s'est entretenue à la suite avec les membres de la Commission électorale du Ghana en son siège.

A l'issue de cette rencontre, la délégation congolaise était soucieuse d'apprendre de l'ECG les contributions des groupes religieux Ghana aux processus électoraux que celle-ci pilote dans le pays.

Au Ghana, la Commission électorale tire son fondement de la Constitution Ghanéenne de 1992. Elle est présente dans les 10 régions que compte le pays ainsi qu'au niveau des districts.

La Constitution Ghanéenne a conféré à la Commission une autonomie de gestion. Et dans l'ensemble, celle-ci emploie 1200 agents à travers le pays.

Son rôle c'est de conduire avec succès les processus électoraux successifs jusqu'à leurs aboutissements. En plus de ses missions régaliennes, elle s'occupe en outre du découpage administratif électoral.

A en croire la commission électorale, le rôle des Chefs de Confessions religieuses du Ghana devient de plus palpable en temps des désaccords entre les politiques, et cela peut arriver à chaque étape du processus.

La Commission s'est dite consciente que l'action ou l'inaction des parties-prenantes au processus peut influencer le processus électoral dans un sens comme dans l'autre. Elle tire cette observation du boycott en 1992 des partis d'opposition de siéger au parlement jusqu'à la fin du mandat.

Pour palier à la situation du boycott, l'**IPAC** ou **Inter-Party Advisory Committee** avait été instaurée, en partie grâce à la Commission électorale. La mission de l'IPAC a consisté au départ à amener les députés réfractaires à participer à la prise de décision quoi que ne siégeant pas. Et cette initiative, à en croire l'ECG, demeure à ce jour l'une de grandes réussites de l'effort de paix au Ghana.

En période électorale, la Commission Electorale du Ghana s'emploie à organiser des consultations au niveau nationale, régionale et au niveau des districts. Ces consultations ainsi menées ne se limite pas qu'à l'IPAC mais s'étend à jusqu'à d'autres composantes qui peuvent jouir d'une certaine influence durant les élections (organisations religieuses, polices, candidats, électeurs, et autres). Les consultations de l'ECG servent à partager des informations pertinentes aux parties-prenantes. C'est ce qui fait que les partie-prenantes apprennent à jouer un rôle actif au processus. Ces actions sont diligentées par la Commission Electorale du Ghana en marge de chaque opération électorale majeure (enrôlement, publication des listes électorales, votes). Les parties consultées sont à leur tour chargées de relayer le même message à d'autres structures.

Au Ghana, le règlement des contentieux n'attend pas. Un comité d'arbitrage aussi dit le *District Registration Review Committee* (DRRC) au dedans duquel siège les autorités traditionnelles -

- et des délégués des partis politiques, est opérationnel au niveau de chaque district ayant pour rôle d'adresser directement les éventuels malentendus qui peuvent surgir durant n'importe quelle opération, et voir-même dans la suite du processus.

L'une des pratiques les plus courantes avec la Commission Electorale du Ghana est qu'elle recours aux organisations religieuses pour faire de la sensibilisation des électeurs, et ce, avant d'associer au même effort des structures politiques. Les paroisses et les mosquées sont dorénavant considérés comme étant des plateformes permanentes permettant de relayer des messages destinés à la sensibilisation.

La transparence est l'élément de base pour conduire avec succès un processus électoral, réduisant ainsi les risques de contestations. Au vue de s'assurer de conduire un processus transparent l'ECG a invité la CENI à inclure à chaque phase du processus tous les parties prenantes afin de réduire les suspicions de toutes sortes. S'assurer que chaque communication qui soit pertinente atteigne toutes les parties-prenantes à la même vitesse et de façon équitable. /RL 

“La Commission électorale du Ghana n'a pas une indépendance absolue au sens du terme mais plutôt une indépendance procédurale. Elle tire son financement du Gouvernement et ses animateurs sont désignés par le Président de la République en concertation avec le Conseil d'Etat; mais son fonctionnement est régit par le cadre légal qui confère à celle-ci et à ses animateurs l'autonomie d'action.”

Propos du Chargé d'Administration de l'ECG



La délégation congolaise pose avec les membres de la Commission électorale du Ghana

PASSATION DE POUVOIR: LA DELEGATION CONSULTE LE PRESIDENT JOHN A. KUFUOR



La délégation congolaise pose avec le Président John A. Kufuor (2001-2009)

La délégation a rencontré l'ancien Président **John A. Kufuor** dans sa résidence officielle à Accra en présence de ses proches collaborateurs.

Le Président Kuofur s'est dit ému de faire la rencontre de la délégation provenant, à en croire ses propos, d'un pays aussi important que la RDC, une nation qui peut être décrite comme le résumé de l'Afrique. Un pays abondamment bénis par la nature et qui possède le puissant fleuve Congo, mais aussi, selon lui, un pays qui a connu beaucoup d'affres depuis son indépendance.

Il a fait savoir qu'au niveau continental, ensemble, les leaders réfléchissent pour trouver des voies et moyens de stabilisation de la RDC, car pour tout africain qui a une certaine connaissance du continent, ce dernier ne peut que prier que vienne si tôt le jour où la RDC deviendra stable car c'est sera le jour où toute l'Afrique pourra bénéficier de ce qu'il

Il s'est dit satisfait de la présence des Chefs des Confessions religieuses dans la délégation. Des gens pour qui il témoigne, a-t-il dit, beaucoup de respect. Le président a cependant émis deux soucis qu'il a choisis de présenter en terme de vœux. Il a souhaité, d'une part, que la délégation congolaise ait été composée aussi des *chefs traditionnels de la RDC*, et d'autre part, qu'il aurait souhaité avoir en main *la constitution congolaise* afin de la décrypter pour trouver la source de tous les maux dont souffre le pays.

Pour John Kufuor, une Constitution c'est la colonne vertébrale d'une Nation permettant de définir la position et le rôle de chaque occupant du pays. Elle permet non seulement de consacrer la subdivision du pays, mais aussi, celle-ci prévoit les mécanismes de choix des Leaders. Celle-ci établie spécifie aussi la manière d'exercer le pouvoir dans nation: est-ce le pouvoir entre les mains d'un individu ou soit dans celui d'un peuple. Elle est l'âme d'une nation.

Le Président John Kuofor reste convaincu qu'une analyse approfondie de la Constitution congolaise permettra d'établir pourquoi il a été si difficile de stabiliser la RDC.

Face à l'immensité de l'électorat congolais dans son ensemble, John Kufuor, s'est interrogé cherchant à comprendre comment fait la CENI pour tout gérer et à combien de degré est-elle préparée à relever ce défis aussi immense. Outre la taille de l'électorat, John Kufuor a aligné les tensions et violences répétitives en période électorale comme étant des obstacles majeurs à la bonne marche du processus électoral.

Au regard des défis relatifs aux moyens, à la taille très vaste du pays, à la diversité culturelle, religions, tribus, en plus du manque de l'accessibilité dans certains coins, le Président Kufuor, s'est dit inquiet de savoir si onze mois suffisait à la CENI pour mener à bien l'opération des élections en RDC quelque soit le degré avéré de son expertise.

Pour Kufuor, la géopolitique exerce une forte pression sur la RDC. Un pays grandement béni et où tout le monde veut tirer son propre profit.

Il a loué l'idée que la CENI se fasse accompagner les organisations confessionnelles afin de mener à bien la tâche des élections. Il a également souhaité que les confessions religieuses fassent du rapprochement d'autres parties influentes et acteurs intéressants avec la CENI leur priorité pour qu'ensemble un objectif commun soit atteint. Une inclusion de tous les acteurs, à en croire le président Kufuor, plaidera en faveur de la CENI. C'est seulement de cette façon que les financiers locaux comme étrangers mettront à la disposition de la CENI des moyens pour mener à bien sa mission.

Parce que le monde est à l'ère du numérique, le président a souhaité que l'inscription des électeurs se passe dans la transparence pour éviter des risques de manipulations.

Selon Kufuor, la Constitution Congolaise doit être explicite sur le rôle et fonctionnement de tous les acteurs dans le pays y compris pour la CENI. dit Kufuor Il s'est dit convaincu que l'expérience Ghana peut être faite aussi au Congo.

Que les Chefs des Confessions religieuses viennent s'enquérir de l'expérience Ghanéenne ensemble avec la CENI, il s'est dit rassuré que cela permettra de mener des élections qui conduiront la RDC vers des conditions viables.

Il a fait observé qu'une médiation politique en RDC ne peut réussir que s'il y'a une bonne prise en compte des facteurs exogènes.

L'instabilité en RDC, à en croire ce vieux sage d'Afrique, date de depuis 1965. Cette instabilité n'est pas seulement causée par des facteurs internes mais aussi des forces extérieurs influant sur le pays et cherchant tous à avoir la main-mise sur ses énormes richesses.

Que les forces vives du pays outrepassent leurs intérêts personnels pour ne regarder que l'intérêt de la RDC.

Selon John Kufuor, à l'Union Africaine, tout le monde parle du fleuve Congo qui, à lui seul, peut fournir de l'énergie à toute l'Afrique. Tout le monde mentionne cet héritage, à ce niveau-là. Mais cependant il dit ne pas comprendre pourquoi le leadership international ne veut pas parler d'une seule voix concernant la RDC pour son émergence.

L'instabilité au Congo date d'avant 1965. Cette instabilité n'est pas seulement causée par des facteurs internes mais aussi des forces extérieures qui influent sur le pays parce qu'elles cherchent toutes à avoir la main-mise sur ses énormes richesses. Un effort de médiation doit atteindre aussi toutes ces forces qui interagissent en externe. Tenter de les faire adhérer à une vision commune au profit du bien pour le Congo". **John A. Kufuor**



Le Révérend Dr Milenge Mwenelwata a reçu en audience dans son cabinet de travail à l'Eglise du Christ au Congo, le Gouverneur Kanys MAKOFI KABAMBA de la province du Kwango. Le développement de la province du Kwango était au centre des échanges. Le Gouverneur a sollicité l'implication déterminante de l'Ambassadeur Universelle de la Paix à l'organisation d'une conférence économique internationale sur la province du Kwango afin de booster son économie locale. Il a reçu des assurances de l'Ambassadeur de la Paix qui a témoigné de sa disponibilité à pouvoir accompagner son action et la population du Kwango dans son ensemble pour que prévalent la paix et la concorde sociale. Mardi, le 03 avril 2018

PROCESSUS DE DEMOCRATISATION: QUEL RÔLE POUR LES MEDIAS GHANÉENS?



Echanges vifs entre la délégation congolaise et les agences de presse Ghanéenne

Après le Président John Kufuor, la délégation s'est ensuite entretenue avec les agences de presse Ghanéennes pour cerner son implication dans la prévention, gestion et résolution des conflits électoraux.

Avec l'adoption en 1992 de la nouvelle Constitution Ghanéenne, les agences de presse ont joué à la suite un rôle majeur dans la démocratisation du pays.

La Commission des Agences de presse du Ghana est l'organe régulateur des médias. Elle s'assure que les agences de presse gouvernementale aient un rôle objectif et qu'elles ne subissent pas d'influence de la part du Gouvernement. S'assure que les agences de presse jouent un rôle libre et franc. Assure l'accès équitable de tous les partis politiques aux médias d'Etat.

Depuis 1992, le pays a enregistré une croissance en terme de couverture médiatique et d'accès aux médias par différents partis politiques, même si le parti au pouvoir jouit toujours d'un léger avantage comparatif, les journalistes ont estimé que le pays tend vers l'équité.

La couverture médiatique des élections démarre avant la tenue proprement dite de l'élection. Cela va de l'inscription des électeurs, à la distribution des matériels de vote, jusqu'au jour de l'élection.

Tout le long du processus, les médias assurent à la commission électorale et aux partis politiques un large accès permettant de sensibiliser et de mobiliser davantage des populations. Les agences s'organisent pour être présentes aux différentes stations de vote, et ce, pour s'assurer de la bonne faisabilité des choses. Elles recrutent aussi des volontaires le jour du vote pour s'assurer de sa présence partout en même temps.

Au Ghana, les agences de presse ont le droit de communiquer à l'issue de leurs observations dans les stations de vote des résultats provisoires, mais quoi que ce privilège leur soit garantie, elles disent toutes reconnaître à la Commission électorale le monopole de proclamer les résultats définitifs.

Les différents partis politiques reçoivent les premiers résultats de leurs observateurs et des médias envoyés depuis les bureaux de vote. Les médias consolident les résultats à leur niveau ce qui leur permet de proclamer les résultats provisoires de l'élection. Les récentes expériences ont prouvé que les résultats communiqués par les médias correspondent plus au moins à ce que la Commission électorale aura à publier.

Avec une tête consciente de son score le perdants ne jouisse pas d'assez de marges pour contester les résultats qui seront communiqués par la Commission électorale.

Deux type des médias se dressent dans le paysage Ghanéen. Les médias neutres et les médias partisans.

Lorsqu'un débat devient très houleux dans une station de télé ou de radio, l'autorité de régulation se réserve le droit d'arrêter la diffusion dudit programme. Les médias partisans se heurtent très souvent à deux inconvénients majeurs: la *faible audience* et l'*absence des sollicitations publicitaires*.

L'Association des journalistes du Ghana a un code d'éthique et de bonne conduite sur lesquels le travail de chaque journaliste doit se conformer dans le pays. La maturation du peuple Ghanéen l'a équipé de capacités pour distinguer entre les messages. Lorsqu'un journaliste rapporte un mensonge, le peuple sait automatiquement entre les lignes des ondes que cela est un mensonge.

Les organes de presse à sanctionner sur toutes les stations tout politicien qui tient un discours haineux susceptible de compromettre la paix. /RL



UNITED RELIGIONS
INITIATIVE

PASSATION DE POUVOIR: LE PRÉSIDENT JOHN DRAMANI MAHAMA A CŒUR OUVERT



La délégation congolaise échange avec le Président John Dramani Mahama (2012-2017)

La rencontre avec le Président John Dramani Mahama s'est déroulée dans sa résidence d'Accra en présence de ses proches collaborateurs.

Le Président John Mahama a présenté le Ghana actuel où règne la paix et la concorde sociale comme la résultante de l'instabilité qui a secoué le pays dans le passé et qui avait détruit son tissu économique et social.

Il a considéré être pour lui un motif de fierté que des africains soient venus apprendre de l'expérience d'un autre Etat africain. Cela signale que des modèles peuvent être construits en Afrique également.

John Mahama a placé la paix qui prévaut actuellement au Ghana comme étant le fruit de la révolte du peuple Ghanéen contre sa classe politique suite aux coups d'Etat répétitifs dans le pays.

Le peuple Ghanéen avait résolu de rejeter toute forme des coups d'Etats et cela a ouvert la voie à la 4ème République. Les partis politiques avaient adhéré à l'idée de ne plus jamais rouvrir le cycle de violences dans le pays. Le principe sur lequel repose le Ghana c'est que tous les partis politiques se soumettent à la Constitution de 1992. En cas de litige ou de désaccord, la Cour Suprême se charge du règlement des différends.

Cette Constitution de 1992 confère aussi la liberté de religion et d'association. Toute personne est libre d'appartenir à la religion de son choix sans craindre des représailles.

Les chrétiens sont plus nombreux dans le pays, suivis des musulmans, des catholiques, des religions traditionnelles africaines, des Hindous, mais le pays compte également, selon John Mahama, plusieurs autres petits groupes qui pratiquent librement leurs cultes.

Pour le Président John Mahama, l'expérience du Ghana est une de plus belle. Le pays est chanceux de n'avoir pas connu des clash religieux dans son histoire. Tout le credit revient, selon lui, aux Chefs religieux du pays qui acceptent la coexistence pacifique entre les peuples des religions différentes. Toujours dans le cadre des efforts de pacification, les Chefs des confessions religieuses du Ghana organisent des sessions de prière interdénominationnelles. Il a souhaité que la RDC en fasse de même.

Les leaders religieux travaillent ensemble avec les leaders traditionnels, mais aussi ils exercent aux côtés des acteurs de la Société Civile. Ils ne travaillent pas que dans le cadre des élections. Ils se chargent aussi de résoudre toutes les disputes qui peuvent tourmenter la paix dans le pays.

Les leaders religieux n'attendent pas que les élections pointent pour prêcher la paix, mais ils œuvrent en permanence au profit de la paix. Les leaders religieux ont suffisamment d'influences et sont très expressifs pour dénoncer les actions gouvernementales qui peuvent tourmenter la paix. De même, a-t-il noté, ces leaders religieux sont tout aussi capable de pointer l'opposition lorsqu'elle fait des actions qui peuvent déstabiliser le pays.

En cas d'exacerbation des tensions, les chefs religieux rencontrent tous les acteurs politiques et les demande de calmer le jeu, parce que le Ghana continuera à exister même si les politiciens devaient cesser d'exister.

Autre chose que les leaders religieux savent faire c'est qu'avant les élections, ils travaillent ensemble avec les leaders traditionnels et la société civile. Et tous ensemble organisent des réunions dans lesquelles ils convoquent tous les politiciens et les invitent à signer un **pacte de paix** suivi d'un communiqué commun lu à la télévision et à la radio par les parties-prenantes en présence d'un public comptant notamment des diplomates étrangers. Des signatures sont posées sur le pacte de paix après la lecture de la déclaration. Les leaders religieux signent à leur tour comme témoins.

Le Président Dramani a aussi évoqué le fait que même si toutes les parties s'accordaient à cultiver la paix si la Commission Electorale n'est pas transparente tous ces efforts ne seront que de nulle effet. L'IPAC qui est un organe conseil à la Commission Electoral, comprenant en son sein des représentants de tous les partis politiques, elle permet de dégager un consensus à chaque étape du processus électoral. C'est grâce au rôle que joue l'IPAC que tous les acteurs ont foi au travail de la Commission Electorale.

Outre les raisons historiques entre la RDC et le Ghana, le Président John Mahama a évoqué le fait que le Congo est l'un de pays le plus vaste et voir-même même le plus riche dans le monde. Il a dit garder la foi que le Congo recouvrera la stabilité et fera émerger tout le continent africain.

Aux problèmes du Congo, John Mahama a dit qu'il ne ménagera aucun effort pour apporter sa pierre de contribution partout où il peut être d'une aide. Il a aussi espéré visiter la RDC dans l'avenir. /RL



La délégation congolaise pose avec le Président John Dramani Mahama



PASSATION DE POUVOIR: LE PRÉSIDENT LEGENDAIRE JERRY RAWLINGS LIVRE SES SECRETS À LA RDC



Echange vif entre la délégation congolaise et le Président Jerry John Rawlings (1992-2001)

Jerry John RAWLINGS prône l'intégrité comme valeur à promouvoir pour la crédibilité des démocraties africaine.

L'ancien Président RAWLINGS a accueilli la délégation congolaise dans sa résidence et a fait savoir que la situation en RDC est une situation qui cause de la peine à tout le monde spécialement lorsque cela dégénère à des tueries des femmes et enfants. Des rebelles qui décapitent des innocents. Lorsqu'il a appris la visite de la délégation, il s'est demandé qu'est-ce qu'il peut bien dire pour aider à relever la situation en RDC. Il a mentionné l'Afrique du Sud qui, lorsque même durant l'apartheid semblait être une société ordonnée.

Il a mentionné qu'il est parmi les gens qui ont combattu pour la libération de l'Afrique du sud. Il a travaillé avec beaucoup d'éminentes personnalités africaines comme THABO MBEKI et aujourd'hui l'Afrique du Sud a repris son indépendance et est devenue prospère. Lorsqu'on entend parler des tueries en RDC, tous ces éléments apparaissent comme une contradiction de la stabilité apparente en RDC. Pendant qu'il était encore au pouvoir certaines des régions du Ghana sont allées en guerre juste pour une raison de poulet. Et il s'est toujours posé la question comment à cause d'un poulet, des centaines de gens se sont massacrés.

"Certaines personnes qui ont un intellect fort ont des difficultés à comprendre ce qui se passe dans ce genre de cas. Ces genres des choses se passeront et se produiront parce que dans le pays, il y'a beaucoup de poches qui souffrent des disparités sociales et le peuple attend des étincelles pour entamer les conflits. Ce n'est pas nécessairement parce qu'un poulet est important au peuple mais d'autres facteurs comme le manque d'éducation de la population contribue au trouble. La population ne bénéficie pas de la justice sociale et ceux qui sont au pouvoir prennent le tout pour leur part. Le continent africain est comparable a une cuisine ou quelqu'un a ouvert une bouteille de gaz, tout le monde respire ce gaz sans s'en inquiéter. Les politiciens se poseront la question qui a allumé l'étincelle plutôt que de chercher à trouver qui avait ouvert la bouteille de gaz. Peut être que vous punirez celui qui a allumé l'étincelle mais tant qu'on a pas fermé la bouteille de gaz le problème n'est pas résolu".

Il a fait savoir que tout le monde sait que si on doit s'exprimer à notre compatriote dans notre dialecte avec respect on croit que l'on dira qu'on est fou. Parce que la langue et la culture ghanéennes lorsque les parents veulent parler à un enfant, ils lui demandent de se lever tôt le matin et de se laver le visage. Il y'a une façon dont le Ghana utilise la langue étrangère et cela a pris le dessus sur l'intégrité du pays. C'est une langue qui a le pouvoir et qui permet de dominer notre beauté, notre civilisation.

"J'aimerais que la plupart d'entre nous qui sommes des croyants puissent aller au paradis à cause de l'amour de Dieu mais la plupart d'entre nous irons au paradis pas parce qu'ils aiment Dieu mais parce qu'ils ont peur de l'enfer.

C'est inhumain. Pourquoi est-ce que je dois avoir peur d'un être humain comme moi. Mais apparemment c'est comme ça que nous aimerions gouverner en Afrique, marcher sur le peuple et les écraser pour qu'ils aient peur de nous. Si je n'avais pas autonomisé mes populations, je pourrais rester au pouvoir toute la vie. Mais je n'ai pas voulu. Nous sommes tous nés de culture où il y'a une certaine domination des certains contre les autres. Nous terrorisons le peuple, nous ne leur donnons pas le bon exemple. Nous créons une forme de contradiction pour notre peuple.

Lorsque j'ai quitté le pouvoir j'ai laissé derrière moi un Etat solide avec des structures solides. Aujourd'hui pour se faire une place dans la scène politique, il faut de la corruption et être sans valeur. Par le passé lorsqu'au Nigeria on finançait l'opposition, au Ghana moi j'ai triomphé sans argent parce que le pays avait retrouvé sa beauté et son intégrité. Lorsque vous voyez le mal et vous ne le bloquez pas, le mal se perpétue.

La justice représente l'un de maillons faibles au Ghana. La politique dans le Ghana est devenue si mauvaise que pour avancer, vous deviez faire de mauvaises choses. Lorsque vous faite quelque chose de correct vous ne pouvez pas avancer".

Monsieur Rawlings a insisté donc sur l'intégrité des leaders africains pour que ce continent se relève.

Prenant la parole pour corroborer le propos du Président Rawlings, Son collaborateur, Honorable Benjamin KUMBOUR, ancien Ministre de l'Intérieur a remercié le président pour la parole. Il a dit qu'il y a une relation particulière avec la RDC. Il a dit qu'ils auraient voulu bien plutôt parler à ceux-là qui veulent adhérer au pouvoir en RDC. Il a noté la diversité que représente la délégation avec les chefs religieux. Il s'est réjoui que lorsqu'il était encore ministre ils avaient donné un appui juridique au Conseil de Paix.

Insistant sur l'intégrité et le sens du sacrifice, monsieur Benjamin a souligné que pour que la RDC, un beau pays et avec beaucoup de potentialité, attire naturellement tous ceux que nous connaissons aujourd'hui. Lorsque ces voleurs viennent ils ne connaissent pas le territoire et emploient des groupes locaux pour ravager ce pays. La tension et le chaos que vous trouvez actuellement en RDC ne les analyser pas qu'avec les politiciens en interne, garder un regard sur les acteurs externes aussi.

Le déficit que nous avons en termes de démocratie vient d'une institution que nous négligeons souvent, les partis politiques. Lorsqu'ils ne sont pas bien gérés, les choses peuvent dégénérer, il faut les pousser à la maturité, si nous n'insistons pas. La démocratie commence au niveau des partis politiques.

Vous pouvez changer même dix présidents mais la situation restera toujours la même dans le pays. Une chose que j'ai dit on m'a pris pour un fou en Afrique nous payons trop d'argent aux gens pour parler mais on investit moins sur des gens qui réfléchissent, sans des gens qui réfléchissent la situation est dangereuse.

Ca fait plaisir que les leaders religieux se mettent ensemble pour réinstaurer la justice et l'intégrité dans le pays. Je suis heureux que vous soyez ensemble avec les pères des confessions religieuses. Nous sommes de cœur avec la RD Congo.

S'il y'a une chose que vous devez retenir en rentrant au Congo pour le bénéfice de votre institution, c'est l'intégrité. Si vous êtes intègres, tout doit être en ordre.

Toujours dans le même ordre, Madame RAWLINGS, a indiqué que la guerre coûte plus chère que ce que nous payons pour la paix. Pour la CIME qui est ici, je voudrais vous encourager pour que nous parlions aux membres de nos chapelles.

Dieu écoute les prières, mais il faut aussi que les hommes puissent se préparer pour donner naissance à la prochaine génération. Enseignons aux enfants ce qui est bon. Demain lorsque vous serez devant le peuple, la Commission électorale n'aura pas peur.

a souhaité que ce panel continue. Passez le bâton à un autre régime ne doit pas faire peur mais un mode de vie, une chose normale, avant de réitérer le remerciement de son couple pour cette visite.

"La prière de la pensée, nous la connaissons, nous avons maintenant besoin de la prière d'action. Si nous ne sommes pas assez courageux et audacieux pour demander à Dieu la paix, si nous sommes faibles, le diable va en profiter pour détruire notre pays. C'est un jour ou l'on doit être prêt à aider le pays. Soyez présent sur le terrain. Soyez courageux et audacieux"; dixit John RAWLINGS à la délégation congolaise. /RL



- Révérend Docteur Milenge, 2ème Vice-Président ECC
- Révérend Elebe Kapalay Delphin, Président CIME
- Imam Moussa Rachid, Coordonnateur CIME
- Lt. Col. Esaïe Ntembi, Représentant Légal Armée du Salut
- Mgr. Nzinga Maloka, Représentant Légal UEIC
- Evêque Kankienza Mwana Mbo, Représentant Légal ERC
- Cheikh Ali Munyi M'Ku, Représentant Légal COMICO
- Idryss Katenga, Expert CIME
- Professeur Théodore Fumunanza, Secrétaire Eglise Orthodoxe
- Professeur Akakiwa, Eglise Kimbanguiste
- Richie Lontulungu Nsombola

DÉLÉGATION DE LA COMMISSION D'INTÉGRITÉ ET DE MÉDIATION ÉLECTORALE (CIME)

Accra, Ghana, 22 au 27 Janvier 2018

ALICE MIRIMO OU LA LEGENDE D'UNE FEMME ENGAGÉE POUR LA JUSTICE SOCIALE DANS LA SOLIDARITÉ



En 2010, la bataille pour le *social du Peuple* prend un nouveau virage en République Démocratique du Congo. L'avènement à la tête du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPSS) , ex Fonds du Bien Etre Indigène, de *Me Alice Mirimo Kabetsi*, coïncide avec le mot d'ordre du Président Kabila faisant de cette année une « Année du Social ».

Créé en 1947 par l'Autorité coloniale, le Fonds du Bien Etre Indigène, aujourd'hui FNPSS, avait fait ses preuves à l'époque dans le domaine social. Bon nombre d'infrastructures socio-communautaires (hôpitaux de référence, foyers sociaux, orphelinats, homes des vieillards, etc) sont encore visibles et opérationnels à ce jour dans certains coins du pays.

Améliorer la performance des intervenants sociaux et humanitaires tant publics que privés; prévenir les crises et atténuer les risques de vulnérabilité; améliorer la protection des groupes vulnérables et -

- la fourniture des services sociaux de base de qualité en leur faveur pour qu'ils aient accès à l'eau, l'électricité, la santé, l'éducation, le transport, l'habitat; et promouvoir la réinsertion socio-économique et le relèvement communautaire, autant d'axes qui ont été le leitmotiv de la réforme du FNPSS.

Dans l'objet de matérialiser ce qui jusque-là n'était encore qu'une promesse, le Président Kabila convoque le 21 décembre 2012 un Conseil de Ministre qu'il préside lui-même. Chemin faisant, le Conseil de Ministre adopte le Plan stratégique et financier du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPSS) ainsi que le Décret fixant ses statuts.

Au total, ce sont 81 projets sociaux et humanitaires que ce Plan stratégique et financier mettra en scène parmi lesquels 8 on déjà fait l'objet d'études de faisabilité de nos jours.

Le cap vers le social ne s'arrêtera pas là. En novembre 2016, six ans plus tard, le Cabinet du Chef de l'Etat associe le FNPSS à la réflexion sur la construction d'une classe moyenne en République Démocratique du Congo autour des chemins du progrès et des routes de développement. A l'aide de sa touche, la très respectée DG du FNPSS, Me Alice Mirimo Kabetsi, apporte des enrichissements en ce qui concerne *le volet de réinsertion socio économique des populations riveraines* à travers la Caisse de Solidarité Nationale du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPSS) suivant un schéma dit « *Programme social pour la construction de la classe moyenne en République Démocratique du Congo.* »

Premier axe du Plan opérationnel annuel du FNPSS, à travers le Programme social pour la construction de la classe moyenne en République Démocratique du Congo, il est question pour cette Institution publique de mobiliser les fonds et les ressources à loger au sein de la Caisse de Solidarité Nationale créée en son sein par le Gouvernement par le Décret n°13/007 du 23 janvier 2013, en vue d'assurer une véritable redistribution des richesses nationales par la solidarité tel que consacré aux articles 58 et 66 de la Constitution.

A croire le schéma proposé par le FNPSS, la mise en application de trois stratégies magistrales, à savoir: *la mise en place des cadres de concertation tripartite à la base à travers des comités locaux de relèvement social; le relèvement économique; et le développement des chaînes de valeurs dans la production et les approvisionnements* permettra de rendre effective la redistribution des richesses nationales et leurs retombées dans le relèvement des revenus de la population congolaise par la création d'emplois et la promotion de l'entrepreneuriat des pauvres .

Ceci servira d'appui pour une croissance inclusive et un développement durable.

C'est au niveau de deux dernières stratégies précitées que le FNPSS compterait mettre en œuvre sa mission de servir de banque sociale de proximité en appuyant des entités économiques.

A ce combat, la DG du FNPSS, Me Alice Mirimo Kabetsi, ne se réserve pas d'associer d'autres forces vives du pays en vue d'un front commun. Le 20 mai 2017, la DG arpentait les marches de la prestigieuse *Haute Académie de la Société Civile*, un Institut dont la mission est d'équiper les acteurs de la Société Civile des connaissances essentielles et générer une synergie d'actions autour des questions d'intérêt commun. Au cours de ladite session, les acteurs de la Société Civile ont été exposés les outils qui accompagnent ce **programme social**. Cette Session, à travers Me Alice Mirimo, le FNPSS a invité la Société Civile Congolaise à s'en approprier afin que les résultats touchent toutes les couches de la population particulièrement les plus faibles et les plus démunis.

Les actions contenues dans le Plan opérationnel 2017 du FNPSS reconduites pour l'an 2018 sont constituées des projets sociaux à impact visible et immédiats qui normalement devaient être réalisés durant la période 2012-2016. Cependant la réalisation des actions sociales et humanitaires évolue à pas de tortue et cela devient une de plus inquiétante. La faible attention dont bénéficie ce programme des Ministères clés tels que celui du Budget et celui des Finances rend très lente sa mise en marche effective.

Le Trésor Public étant son premier pourvoyeur des ressources, le FNPSS n'a de choix que de prendre toutes les caprices des opérateurs clés qui pour la plus part font fi de comprendre l'urgence avec laquelle le peuple Congolais attend un social qui lui sera approprié, ce qui devrait, en vrai, l'aider à abandonner -

- une vie qui a tourné au taux du jour depuis plus de deux décennies.

Des secteurs tels que l'armée bénéficie de la plus haute attention des autorités congolaises. On tente de justifier cette attention par le fait que ce domaine touche à la souveraineté et à la sécurité nationale. Mais, le premier facteur d'insécurité ne serait pas la misère de la population? Peux-t-on parler pleinement de souveraineté lorsqu'on a la main tendue vers autrui pour subvenir aux besoins de sa population? Ces questions forment le paradigme sur lequel les Congolais tous ensemble devrait travailler pour avancer. Il n'est jamais tard pour mieux faire.

Dans l'histoire de chaque Nation, la classe moyenne a toujours occupé une place centrale parce qu'elle booste l'économie. Tant que la pyramide est inversée avec une grande majorité de la population plongée dans la vulnérabilité, il est toujours difficile de sortir du borbier. C'est lorsque la population est assurée qu'une entité étatique garantit la prise en compte de ses besoins dans une prise en charge de la question de façon transparente et responsable qu'elle fait confiance dans le pouvoir public.

Face à une femme *fit pour le job*, l'Etat congolais se passe plusieurs fois l'année de son rôle de premier pourvoyeur financier de l'Institution qu'il a mis sur le chemin de la redynamisation pour assurer le bien être social des congolais il y'a 8 ans de cela avec pleine d'expectation. La DG FNPSS s'engage féroce à trouver des solutions durables pour l'autonomisation de nos compatriotes en situation de handicap à travers le processus des états généraux sur la situation des Personnes handicapées qu'elle coordonne.

Le FNPSS a appuyé ce processus en collaboration avec leurs organisations et les Ministères sectoriels concernés ainsi que les partenaires du secteur.

Du 2 au 4 juin 2016, au cours de la Table ronde organisée sous le haut patronage du Chef de l'Etat, le plan stratégique quinquennal 2016-2021 de protection et de promotion des Personnes handicapées est validé par les Personnes handicapées venues des toutes les 26 Provinces de la République accompagnés de leurs Gouverneurs. Ce plan, élaboré par le Comité de pilotage sur base des résultats de l'enquête qualitative dans les chefs lieux des 11 anciennes Provinces par type du handicap y compris les Albinos, prône l'inclusion socio économique des Personnes handicapées et a été adapté aux principes édictés par la Convention internationale relative aux droits des Personnes handicapées et à la quelle la RDC est partie. Ce plan contient à ce jour des réponses adéquates et durables en terme des projets pour sortir les congolais vivant avec handicap de la misère et de la mendicité et les met en position des véritables acteurs de développement du Pays.

Le 25 août 2016, un ordre supérieur demande au FNPSS de prendre des dispositions pour faire bénéficier les hôpitaux et centres de Santé des 26 Provinces de la RDC des matériels et équipements médicaux et orthopédiques. Pour ce, le FNPSS trouve un partenaire Américain de taille dit Projet CURE. Une délégation de l'ONG Projet CURE va parvenir à visiter Kinshasa pour l'évaluation des besoins des hôpitaux et centres de santé, publics et privés, qui pourront très prochainement bénéficier du premier lot des matériels en cette première phase. Le transport des deux containers des matériels et équipements médicaux ont été payés, et son acheminement à Kinshasa en cours. Novembre 2017, pour élargir la collecte des matériels et équipements orthopédiques - particulièrement pour les Personnes handicapées de la RDC, le FNPSS en collaboration avec Projet CURE organise un fundraising à Phoenix, en Arizona aux USA. Cette action a pour finalité de collecter les matériels et équipements médicaux pour les hôpitaux et centres à travers toute la République en vue d'organiser l'accès des vulnérables aux services de santé de proximité et de qualité.

C'est à ce rythme que cette bâtisse publique survit. Aujourd'hui, grâce à sa mission sociale transversale, elle n'attend plus que mobiliser des ressources par le développement d'une chaîne de solidarité tant nationale, provinciale et locale qu'internationale pour offrir au Peuple congolais ce qu'il attend de mieux depuis des décennies, **le social**. Grace donc au Social dans la solidarité prôné par le FNPSS, l'Etat, qui a longtemps déserté ses portes, pourra enfin restaurer son rôle régalien de premier plan pour l'amélioration du vécu quotidien du Congolais, le mettant ainsi au centre de ses préoccupations. / RL



LE DIRECTEUR REGION-AFRIQUE DE L'URI S'ENTRETIEN AVEC LES CHEFS DES CONFESIONS RELIGIEUSES DE LA RDC



Le Directeur Régionale pour l'Afrique Mussie Hailu pose avec les Chefs de Confessions religieuses de la RDC

La Plateforme des Chefs des Confessions religieuses a encore affiché complète le mercredi 14 mars 2018 au Centre Interdiocésain.

La rencontre programmée par le Révérend Docteur Milenge Mwenelwata, 2ème Vice-Président National de l'ECC, assumant la vice-présidence de la Plateforme, avait consisté essentiellement en l'audition du message du Coordonateur Région-Afrique de l'Initiative des Religions Unies (URI) en visite à Kinshasa. Initiative mondiale dont fait également partie la Plateforme des Chefs des Confessions religieuses de la RDC.

Le Révérend Dr Milenge Mwenelwata qui a donné le coup d'envoi de la rencontre a fait savoir aux participants que cela n'était pas la première fois que -

- l'Ambassadeur Mussie Hailu se réunissait avec la Plateforme des Chefs de Confessions religieuses de la RDC. La Première rencontre en date remonte à Avril 2017 lors qu'il accompagnait à Kinshasa une délégation mixte de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA) et du Conseil Œcuménique des Eglises (COE).

D'entrée de jeu, l'Ambassadeur **Mussie Hailu** a remercié les Chefs de Confessions religieuses pour l'accueil fraternel et l'hospitalité dont il a fait l'honneur. Il a introduit son message transmettant à la Plateforme les chaleureuses salutations du Secrétaire Général de la CETA, André Kamaraga et de celui du Directeur de Département Paix de la CETA, le Professeur Eale Bosela, mais aussi celles de la grande famille de l'Initiative des Religion Unie (URI).

Il a salué le travail remarquable qu'abat la Plateforme des Chefs de Confessions religieuses de la RDC lequel travail l'URI continue de recevoir au quotidien les mises-à-jour à travers Monsieur Richie Lontulungu, et dont elle se charge de sillonner au dedans de son réseau mondial des Chefs religieux et traditionnels. Il les a encouragés à continuer avec le même rythme et à poursuivre des efforts en commun quoiqu'œuvrant dans des conditions difficiles. L'URI avait suivie, a-t-il dit, avec grand intérêt et appréciation le récent déplacement des Chefs de Confessions religieuses de la RDC au Ghana en vue d'apprendre des expériences Ghanéennes la prévention, la gestion et la résolution des Conflits électoraux.

Dans sa présentation de l'URI et de son champ d'actions, l'Ambassadeur Mussie Hailu a fait savoir que l'Initiative des Religion Unie (URI) oeuvre pour le renforcement de la cohésion social et l'harmonie entre les peuples des différentes cultures afin d'enraciner une culture de paix. Elle facilite le dialogue interreligieux et interculturels. Son action vise en outre à faire respecter la dignité humaine et à éradiquer la fréquence des violences basées sur la religion. En plus de du dialogue interreligieux, l'URI s'intéresse aussi au dialogue intrareligieux.

Il a fait savoir que l'URI n'est pas en elle-même une religion mais plutôt un forum international regroupant diverses religions qui ont fait le voeu de vivre ensemble pour que règne la paix et l'harmonie, et cela dans le respect des doctrines qui diverses. Composée des organisations interreligieuse, le réseau que forme les des membres de l'URI s'étend dans 204 pays.

Pour s'assurer que la voix des Chefs religieux soit entendue au plus haut niveau, l'URI travail en synergie avec plusieurs organisations internationales, continentales et régionales. Elle a signé avec l'Union Africaine (UA) un mémorandum d'Entente, elle dispose d'un statut consultatif aux Nations-Unies et a un Représentant à New York, elle travaille avec CECA et d'autres structures encore.

Concernant le mémorandum signé avec l'Union Africaine, l'Ambassadeur a fait savoir que l'une de motivation ayant conduit à l'existence de ceci était de s'assurer la prise en compte des Chefs religieux dans l'élaboration des grandes décisions à l'UA; de s'assurer que partout où elle travaille, l'UA associe à ses efforts les organisations religieuses de la place. Depuis lors, un forum interreligieux a même été mis en place au sein de l'UA qui se réunit occasionnellement. L'ambition primordiale de l'URI c'est de faire des Chefs religieux un mécanisme préventif des conflits sur le continent et dans le monde.

Au mois de Juillet de cette année, l'URI région-Afrique s'appête à organiser à Abuja une rencontre des Chefs des Confessions religieuses d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale afin de les encourager à œuvrer en synergie pour mieux adresser les problèmes dans les deux régions. Cette rencontre devrait permettre aussi de générer une réseau inter-régions d'Afrique des Chefs religieux. La Plateforme des Chefs de Confessions religieuses de la RDC sera présente à cette rencontre de haut niveau. L'ambassadeur Mussie a promis de veiller sur la présence de la RDC parce qu'elle ne devrait plus être laissé en marge de grandes rencontres.

Deuxième chose dans son message, le Coordonnateur région-Afrique de l'URI a fait savoir qu'afin d'atteindre son but ultime de créer l'harmonie entre les personnes des religions et des cultures différentes, celle-ci fait la promotion de la *Règle d'or*. Cette Règle d'Or n'est rien autre que la pensée unique que l'on retrouve dans chacun de livres religieux et qui dit qu'il faut traiter autrui comme on aimerait être traité. Au niveau international, l'URI a milité pour que la Règle d'Or soit mondialement adoptée et pour qu'une Journée en soit dédiée. Le 5 avril de chaque année, le monde célèbre internationalement la *Règle d'or*. Au cours de cette journée plusieurs, une série d'activités sont organisées à travers le monde pour rapprocher les peuples et encourager la cohabitation pacifique. L'URI s'organise à faire diffuser partout dans le monde, en cette date, des messages provenant des plateformes religieuses qui y sont membres.

En plus des actions précitées, l'URI a initié une déclaration en l'occasion à laquelle souscrivent ses membres.

L'Ambassadeur Mussie Hailu a encouragé les Chefs de Confessions religieuses de la RDC à célébrer le 05 avril de cette année avec les Chefs religieux du monde entier la *Règle d'or* à délivrant un message commun en l'occasion qui l'URI se chargera de diffuser partout dans le monde, à partir de San Francisco aux Etats-Unis où un rassemblement sera organisé. Aussi, il a demandé aux Chefs religieux d'enseigner la *Règle d'or* dans les Eglises, Paroisses et Mosquées. Il a également demandé à ces derniers de plaider auprès du Législateur Congolais pour qu'un chapitre national consacré à la *Règle d'or* soit adopté au Parlement et qu'une Journée nationale y soit accordée. Que les Chefs de Confessions religieuses de la RDC mènent le plaidoyer auprès du Ministre de l'enseignement Primaire et Secondaire afin que la *Règle d'or* soit introduite dans le programme nationale d'éducation.

L'autre objectif de sa Mission en RDC que l'Ambassadeur Mussie Hailu a fait savoir à l'assistance c'est qu'il accompagne à Kinshasa une délégation des 15 Ministres venus de 15 Etats différents d'Afrique, Membres de l'Union Africaine, pour traiter de la question de circulation des armes légères en Afrique. L'une de recommandations majeures qui sortiront de cette assise, et qui en elle-même est la contribution de l'URI, sera d'associer les Plateformes des Confessions religieuses au niveau local à la recherche des solutions vue que les chefs religieux détiennent une parcelle d'influence morale sur les populations. Au niveau du mécanisme sur les armes légères est désigné dans chaque pays un Commissaire à charge de la question. L'Ambassadeur Mussie Hailu a fait savoir aux Chefs religieux que le Commissaire qui est à charge de la RDC est disposé à pouvoir impliquer la Plateforme dans ses travaux et qu'il allait prendre des dispositions pour une rencontre très prochaine entre celle-ci et ce dernier.

Pour **Imam Moussa Rachid**, la question des armes légères est une préoccupante vue qu'elle plonge le monde entier dans une insécurité. L'enseignement de la *règle d'Or* peut en être une panacée.

Et cet enseignement doit se faire non pas seulement au niveau de l'enseignement primaire et secondaire mais aussi au niveau de l'enseignement Supérieure et Universitaire.

Abordant dans le même sens que son prédécesseur, **Monsieur l'Abbé George Kalenga** s'est interrogé si l'URI, hormis les organisations déjà mentionnées lors de l'exposé de l'Ambassadeur, travaillait aussi en étroite collaboration avec des structures telles que l'Union Européenne sur la question. Il a fait observé qu'en RDC, à l'Est, les forces négatives parviennent à avoir accès illicitement aux armes légères en échange avec les minerais. Pour enrichir cette thèse, le Révérend Milenge a fait savoir que les Chefs religieux ont signé à deux reprises, dans le passé, la Pétition demandant que cette question soit définitivement adressée mais que l'influence des quelques forces s'y oppose toujours.

Le **Révérend Elebe Kapalay** suivi de l'Imam Moussa Rachid, respectivement Président et Coordonnateur de la CIME, ont procédé, à la demande de l'Ambassadeur Mussie Hailu désireux d'en savoir plus, à la présentation de cet organe. La CIME, ayant été mise en place par les Chefs de Confessions religieuses, assure la médiation entre les parties prenantes pour garantir des processus électoraux apaisés. Elle s'efforce de concilier les points de vue divergents des leaders politiques et sociaux pour empêcher l'escalade des situations. Son but principal c'est de prévenir, gérer et résoudre les conflits électoraux. De son récent passage au Ghana, le Président de la CIME a dit avoir noté que la Paix était l'affaire de tous dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Les Chefs religieux, les politiciens, les acteurs sociaux travaillent tous au profit de la Paix. Il a noté en outre que les Médias au Ghana est un des acteurs importants au regard du fait qu'il agit en avant-gardiste. Les discours de haine sont bannis sur les antennes et ceux qui prêtent à des tels actes sont tout simplement rayer des antennes.

Durant sa Mission, la CIME a aussi eut le privilège de rencontrer les anciens Chefs d'Etat, trois de ceux qui sont encore en vie, pour apprendre de leurs expériences, la vie après l'exercice du Pouvoir. Il a noté que ces derniers vivent en toute tranquillité dans leur pays. On aperçoit rarement un ou deux policiers commis à leurs garde. Ces anciens Présidents continuent de percevoir leurs émoluments entant que Présidents. En plus de l'existence d'un Conseil de Paix au Ghana, le Président de la CIME a dit avoir noté que les Chefs religieux sont très écoutés et respectés dans ce pays, mais aussi règne une parfaite harmonie entre eux.

Dans le but de capitaliser les acquits de la Mission d'Accra et d'essayer d'appliquer les expériences apprises en RDC, le Révérend Elebe Kapalay a informé à l'assistance que la CIME organise le samedi 17 mars 2018 à shaumba un atelier de restitution auquel est invité des personnalités qui proviendront de tous les rangs: des politiciens, acteurs de la société civile, et voir même des diplomates.

L'un des objectifs poursuivit dans cet atelier de restitution c'est de pouvoir obtenir des recommandations et des contributions des participants.

Commencée à 14 heures, la rencontre a pris fin à 15 heures. Les Chefs de Confessions religieuses ont pris l'engagement de commémorer le 05 avril 2018 la Journée de la Règle d'Or, de l'enseigner parmi leurs fidèles, et se sont dit disposés à contribuer à la réflexion sur la circulation des armes légères.

Le Révérend Docteur Milenge, à qui est revenu le mot de la fin, a fait savoir à l'Ambassadeur Mussie Hailu que lors de son passage en 2017 lorsqu'il accompagnait la délégation mixte CETAT-COE, celle-ci s'était fait à l'impression que les Chefs des Confessions religieuses de la RDC sont divisés et qu'ils ne cohabitent pas ensemble. Il s'est dit que l'expérience de la réunion présente qui a su rassemblée toutes les Confessions religieuses de cela RDC servira à donner une image différente de la première.



Abbé Georges Kalenga (gauche), Amb. Mussie Hailu (centre) et Rév. Dr Milenge (droite)

L'APPEL DE LEILA ZERROUGUI AUX CHEFS DES CONFESSIONS RELIGIEUSES POUR UN ATERRISSAGE ELECTORAL APAISE EN RDC



S.E Leila Zerrougui pose avec les Chefs de Confessions religieuses de la RDC

Les Chefs de Confessions religieuses ont accueilli samedi 24 février 2018 la patronne de la Monusco Leila Zerrougui; nouvellement désignée en remplacement du Nigérien Maman Sambo Sidikou.

Dans son message d'accueil, le Deuxième Vice-Président Nationale de l'ECC, le **Révérénd Dr Milenge**, a rappelé à l'assistance que ce n'était pas pour la première fois que celle qui a pris les rennes à la tête de la Mission des Nations-Unies en pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO) s'entretenait avec les Chefs religieux de la RDC.

Une première rencontre de ce type s'était déroulée lorsque Madame Leila encore Coordinatrice des affaires humanitaires pour les Nations-Unies visitait la RDC.

Le Révérend Milenge Mwenelwata a adressé des remerciements à la Représentante du Secrétaire Général de l'ONU pour avoir accueillie en 2012 la délégation des Chefs des Confessions de la RDC à New York lors d'un plaidoyer pour la Paix en RDC.

Après qu'elle ait exprimé toute sa reconnaissance aux Chefs de Confessions religieuses pour la disponibilité dont ils ont témoigné face à sa requête d'être reçue par ces derniers, **Madame Leila Zerrougui** a voulu savoir comment faire des élections un processus positif qui s'inscrit dans une progression au profit de la RDC. Elle a insisté que comme des Chefs religieux ces derniers devraient contribuer à amener la paix, la sérénité, rapprocher les points de vue, rapprocher les minorités plutôt que de les exposer. Les Chefs religieux peuvent se saisir de la foi que les fidèles ont en eux pour véhiculer des messages de paix. Elle a fait observer que depuis 57 ans une passation normale de pouvoir au Congo ne s'est pas encore produite et qu'il faut savoir peaufiner des stratégies d'atterrissage en douceur pour la nouvelle épreuve qui pointe à l'horizon. La Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU en RDC est aussi revenue sur la Mission de la MONUSCO qui est celle d'accompagner le processus, de faciliter le rapprochement des points de vue, et non pas d'intimer des ordres.

Premier à prendre la parole, **l'Imam Moussa Rachid**, Coordonnateur de la CIME, a fait savoir à la patronne de la MONUSCO que le rôle des Chefs religieux c'est de préserver la Paix afin de mettre le pays à l'abri des violences dont personne ne peut prévoir l'issue.

Les Chefs croient aux élections bien organisées comme unique moyen de régler la question de passation pacifique de pouvoir en RDC. A l'Imam d'ajouter que la RDC est plus proche que jamais de réaliser cette idéale.

A propos de la CIME, l'Imam a demandé en outre à la Cheffe de la Monusco de doter la CIME d'un point focal afin qu'ensemble la médiation et la prévention des conflits soient renforcées.

Le **Révérénd Elebe Kapalay**, Représentant Légal 1er Suppléant de l'Eglise Kimbanguiste et Président de la CIME, est quant à lui revenu sur la collaboration entre la Monusco et les confessions religieuses de la RDC. A l'initiative des Confessions religieuses, a-t-il fait savoir, un mécanisme d'alerte précoces récemment est fonctionnel à la CIME afin de prévenir les conflits et violences électoraux.

Le financement des élections, la situation sociale et sécuritaire dans le pays, le mandat de la Monusco, sont tant d'autres sujets évoqués dans de cette rencontre. /**RL**

CRISE HUMANITAIRE EN RDC: LE COORDONNATEUR HUMANITAIRE BRUCE GUENTHER RENCONTRE LE REVEREND DOCTEUR MILENGE



M. Jimmy Mulanda (gauche), M. Bruce Guenther (centre) et Révérend Docteur Milenge (droite)

Le **Révérend Dr Milenge** s'est entretenu ce mercredi 21 février 2018 avec **Monsieur Bruce Nathan Guenther**, Coordonnateur humanitaire du Mennonite Central Committee (MCC), en visite de travail à Kinshasa qu'accompagnait **Monsieur Jimmy Mulanda**, le Représentant pays du MCC. D'entrée de jeu, Monsieur Bruce Guenther qui est arrivé à Kinshasa la nuit du Lundi 19 février 2018, a présenté ses civilités et ses vœux de bonheur au Deuxième Vice-Président National de l'Eglise du Christ au Congo. Les deux ont largement échangé sur le partenariat entre l'ECC et le MCC.

Après avoir accompagné une délégation du Gouvernement Canadien au Nord-Kivu cette année, Celle-ci était impressionnée devant les réalisations multiples du Ministère de l'ECC pour les Réfugiés et les Urgences (MERU) dans cette partie du pays, avec le concours notable du MCC. Il se dit encouragé et prêt à poursuivre le travail selon le modèle tracer par le MERU/Nord-Kivu partout en RDC.

Le Coordonnateur humanitaire du MCC est aussi revenu sur les récentes réponses humanitaires que le MCC, en collaboration avec les Communautés Mennonites au Congo (CFMC et CMCO), a apporté dans les villes de Tshikapa, Kikwit -

et Kananga de distribution de vivres aux familles des déplacées internes victimes du phénomène Kamwena Nsapu. Se félicitant de la réussite de cette opération conduite notamment grâce à l'expertise de l'Eglise du Christ au Congo, Monsieur Bruce Guenther s'est engagé de ranger davantage le MCC derrière ces genres d'urgences en sa qualité de Coordonnateur humanitaire.

Baptiste et aussi Mennonite de coeur, le Révérend Docteur Milenge a fait savoir à son hôte qu'il collabore avec le Mennonite Central Committee depuis 1994, d'abord à l'Est de la RDC, et ensuite à Kinshasa. Il est revenu sur les grandes réalisations du MCC dans les domaines humanitaire, éducatif que électoral en République Démocratique du Congo.

La Mission du Coordonnateur humanitaire Bruce consistait en l'évaluation des aides d'urgences décaissées par le MCC pour les régions de Kasai et de Kikwit en faveur des victimes y compris de s'enquérir de la situation humanitaire de l'heure dans le pays pour des interventions futures du Mennonite Central Committee.

Au cours de l'entretien il a été aussi question de l'accompagnement du MCC au processus électoral en soutien au Plan d'Accompagnement des processus électoraux (PAPERDC). Programme que pilote le Révérend Milenge au niveau National. / **RL**



KINSHASA CELEBRE POUR LA PREMIERE FOIS LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA REGLE D'OR



Un aperçu panoramique de la salle au moment de la célébration

La République démocratique du Congo a célébré sa toute première Journée de la Règle d'Or avec la promesse d'en faire de même le 5 avril de chaque année. L'événement était organisé par la Plateforme des Confessions religieuses de la RDC, en partenariat avec URI Afrique et Ethiopian Airlines.

The Golden Rule ou la **Règle d'Or** consiste en un passage quasi identique dans tous les livres sacrés. La référence biblique étant dans le livre de MATTHIEU 7:12: « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le de même pour eux, car c'est la loi et les prophètes ».

L'événement a rassemblé près de 300 personnalités issues des différentes sections de la société congolaise : des chefs religieux, des politiciens, acteurs de la société civile, des fonctionnaires, des diplomates, des députés et sénateurs, des membres du cabinet du président de la République, des membres du Gouvernement, des responsables des Institutions d'appui à la démocratie, des activistes des droits de l'homme, et consorts.

Le Secrétaire Exécutif de la Plateforme des Chefs des Confessions religieuses, **Son Eminence le Révérend Docteur Milenge Mwenelwata**, a qualifié d'entrée de jeu le moment d'historique pour la RDC qui rejoint à travers cette célébration toutes les autres grandes nations.

Avec cette première célébration, le Révérend Docteur a rappelé qu'un nombre important d'objectifs devraient être atteints. Entre autres, Il a rappelé aux participants à la cérémonie l'impérieuse nécessité pour la RDC d'inclure l'enseignement de la Règle d'Or dans le programme scolaire et universitaire.



Le Révérend Docteur Milenge Mwenelwata délivrant son discours pour la circonstance © ACIP

Cela devrait aider à renforcer les liens de solidarité et d'entraide entre congolais. Proclamant officiellement la date du 5 avril 2018 comme date de célébration de la Règle d'or en RDC, les Chefs de Confessions religieuses lancent un appel pour la paix en RDC tout en encourageant le Parlement Congolaise à adopter très prochainement un chapitre national consacrée à l'application de la Règle d'or. A cet effet, le Révérend Docteur Milenge a annoncé que la Règle d'or sera introduite dans le programme scolaire dispensé dans les écoles et universités appartenant aux confessions religieuses. En RDC, les confessions religieuses détiennent plus de 60% d'écoles et universités du pays.

La célébration a été accompagnée des moments de grande attention. La présence de la chorale Protestante LeJourdain qui a agrémenté la cérémonie ne pouvait passer inaperçu. Ce choeur d'hommes a porté des cantiques religieux et des chansons de paix tout au long de l'événement.



S.E. Elodie Ntamuzinda proclamant la Règle d'Or au nom des Chefs des Confessions religieuses de la RDC © ACIP

L'Insigne honneur de proclamer la Règle d'Or en RDC a été porté à **Madame Elodie Ntamuzinda**, Membre de la Plénière de la CENI. La Proclamation portait en elle-même la marque des huit grandes Confessions Religieuses du pays.

Outre le fait d'être Membre de la très influente CENI, Madame Elodie Ntamuzinda est aussi connue pour son combat entant qu'actrice de la Société Civile aux côtés des femmes et des communautés en proie à des conflits en République Démocratique du Congo. Ses appels successifs au respect de la dignité humaine en période de conflit rencontre la vision de la Règle d'Or qui veut qu'on ne fasse pas à autrui chose qu'on ne voudrait pas qu'on lui fasse.



L'Ambassadeur Mussie Hailu, Directeur pour l'Afrique de l'URI délivrant son discours pour la circonstance © ACIP

A son tour, l'**Ambassadeur Mussie Hailu**, venu fraîchement d'Addis Ababa, capitale de l'Ethiopie, et l'un des initiateur de la Règle d'Or Internationale est revenu sur les raisons ayant conduit à la proclamation de la Règle d'Or et les nombreux avantages que sa mise en pratique procure. La cohésion sociale et l'harmonie entre les personnes des religions et croyances différentes en seront des acquits. L'Ambassadeur a qualifié le travail actif effectué sur terrain en RDC par les Chefs de Confessions religieuses de très encourageant et motivant. Il a également salué le fait qu'aux côtés de toutes les nouvelles terrifiantes couramment diffusées à l'étranger sur la situation générale en RDC, un groupe de citoyens influents et engagés s'emploie à faire la différence en construisant la paix et l'harmonie.

Un moment de silence a été observé à la demande de l'Ambassadeur en mémoire des personnes ayant perdu la vie dans le monde à la suite des injustices sociales de toutes sortes.

À l'occasion de la Journée de la règle d'or, l'ambassadeur Mussie Hailu, qui a pour la première fois présenté le concept aux Chefs de Confessions religieuses de la RDC mi-mars 2018, a rappelé le caractère spécial de la Journée du 5 avril à travers le monde et la nécessité pour celle-ci de se joindre au mouvement global le célébrant car, a-t-il dit, la RDC ne devrait plus rester en marge des grands événements. Il est aussi revenu sur le premier rang que détient l'Initiative des Religions unies (URI) sur le continent, avec plus de 700 organisations interreligieuses membres en Afrique essentiellement.

Pour l'Ambassadeur Mussie, chaque citoyen du monde doit poursuivre l'idéal de devenir non-violent. Dans ses dernières remarques, ce dernier a adressé à la compagnie Ethiopian Airlines, partenaire privilégié de l'événement, la requête d'inclure la célébration de ce jour dans la prochain numéro de son magazine de bord afin de vendre l'image positive de la RDC à tous les voyageurs.

Le **Professeur Théodore Fumunzanza** de l'Église Orthodoxe du Congo s'est brièvement appesanti sur l'histoire de la Plateforme des Chefs des Confessions religieuses de la RDC. La création de la Plateforme remonte à l'année 1992, à cette époque où le pays était secoué par des turbulences politiques. La plateforme a été créée par les 5 Confessions religieuses dites traditionnelles de la RDC (Catholique, Protestante, Kimbanguiste, Musulmane et Orthodoxe), mais compte à présent 8 Confessions religieuses membres. En mémoire du Cardinal E'tsou un moment de silence a été observé. Ce dernier était le premier à présider aux destinées de la Plateforme.

Depuis sa création, la Plateforme a joué un rôle très actif dans la pacification et la stabilisation du pays. Le Professeur Theodore Fumunzanza est revenu sur quelques faits saillants.



Le Professeur Théodore Fumunzanza délivrant son exposé sur l'historique et champ d'action de la Plateforme des Chefs des Confessions religieuses de la RDC © ACIP

Pour se faire davantage présent dans le pays, la Plateforme des Confessions religieuses a lancé deux structures confessionnelles. La Chaîne de Solidarité Agissante (CSA) et la Commission d'Intégrité et de Médiation Electorale (CIME). Les deux organisations poursuivent des des objectifs spécifiques. Si le CSA a été lancé pour une participation sociale active, le CIME, elle, a été lancée afin d'aider à prévenir et régler les conflits électoraux.

Le professeur Fumunzanza a renfermé sa précieuse note par le voyage récemment effectué par les Chefs de Confessions religieuses de la RDC au Ghana afin d'apprendre des différents groupes le rôle joué dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits électoraux. Ce voyage rentre aussi dans le cadre du programme d'échanges interculturels et de renforcement des capacités promu par la Plateforme des Chefs des Confessions religieuses.



Moment de communion entre l'Expert Serge Lungele et l'assistance alors qu'il dispense ses notes sur les techniques "Do No Harm"

Soucieuse de faire Règle d'Or une manière plus pratique de vivre, la Plateforme des Chefs de Confessions religieuses a joint à la célébration **Monsieur Serge Lungele**, Technicien en analyse de conflits, venu droit de Goma. Ce dernier a insisté que la Règle d'Or, associée à l'approche « Do No Harm » (DNH) ou « Ne Pas Nuire », pour son implémentation, conduirait à une cohabitation pacifique et harmonieuse entre peuples, au respect mutuel, à l'éradication de toute sorte d'anti valeurs (haines, jalousie, corruption, viole, vole, guerre etc.), et ferait de l'espace congolais, un meilleur endroit pour vivre où règne un Paix durable pour les générations présentes et à venir. Do No Harm est aussi une technique utilisée pour mener des enquêtes de la façon appropriée dans n'importe quelle situation permettant d'en venir à des solutions qui n'aggravent pas davantage la situation penchant en faveur d'un camp ou de l'autre. En plus d'essayer d'identifier les "diviseurs" dans toute situation de conflits, Serge Lungele a fait signifié que les travailleurs de la paix devaient se concentrer sur les "connecteurs" pour résoudre durablement la situation.

S'exprimant au nom d'Ethiopian Airlines, **Madame Cécile Serao**, a qualifié le partenariat avec la Plateforme des Chefs de Confessions religieuse de responsabilité sociale pour sa firme. Elle a mentionné le rôle joué au quotidien par Ethiopian Airlines connectant de l'Afrique, chose qui renforce l'harmonie entre le peuple et le vivre-ensemble.

Pour **Cécile Serao**, une des raisons pour Ethiopian Airlines d'avoir rejoint les Chefs des Confessions religieuses dans la célébration de la Règle d'Or, c'est aussi parce que Ethiopian Airlines travaille pour raviver les racines religieuses en organisant des pèlerinages en Israël, à Jedah et aussi à des destinations sacrées pour d'autres fois. elle a déclaré que sa société est prête à collaborer avec les Chefs de Confessions religieuses de la RDC dans ce sens. Elle a remercié les participants d'être venu en en grand nombre à la célébration de la Journée Internationale de la Règle d'Or aux côtés de la Plateforme des Chefs de Confessions religieuses, de l'URI Africa et d'Ethiopian Airlines.



Madame Cécile Serao d'Ethiopian Airlines délivrant son discours pour al circonstance © ACIP

S'exprimant au nom du *Gouvernement Congolais*, le Vice-Ministre de la Coopération au Développement, **Monsieur Freddy Kita**, a placé la non-violence au cœur de la Journée de la Règle d'Or. Il a dit que tout le monde devrait agir de manière non-violente pour le bien de la RDC, pays qui vient de très loin. Il a demandé aux participants de respecter les différences religieuses pour la cohésion sociale. En réponse à la demande de l'objectif d'inclure l'enseignement de la Règle d'Or au programme scolaire d'éducation, le vice-ministre dernier a déclaré que le Gouvernement de la RDC accordait beaucoup d'attention à cela, et que cela aura pour effet la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.

En signe d'encouragement à la Plateforme des Confessions religieuses de la RDC pour avoir rejoint l'URI à la proclamation de la date du 5 avril comme Journée de la Règle d'Or, l'Ambassadeur Mussie Hailu a offert à la Plateforme, l'entremise du Révérend Docteur Milenge, un bâton spécial portant le message: «Puisse la paix régner terre» dans différentes langues. A la Plateforme a été aussi conférée le titre d'Ambassadeur de bonne volonté pour la Règle d'Or. Une série de photos et d'interviews a conclu la cérémonie.



S.E. Freddy Kita, Vice-Ministre de la Coopération au Développement adresse l'assistance pour le compte du Gouvernement Congolais

© ACIP



Imam Mussa Rachid, le modérateur de la cérémonie, délivrant des annonces . © ACIP

S'agissant de la signature conjointe de la Proclamation de la Règle d'Or par les Chefs de Confessions religieuses, l'**Imam Moussa Rachid**, le modérateur de la cérémonie, aussi le point focal des Chefs des Confessions religieuses de la RDC, et Coordonnateur de la Commission d'Intégrité et de Médiation Electorale (CIME), a annoncé à l'assistance que celle-ci allait intervenir très dans les jours qui suivront au Centre Interdiocésain, siège de la Commission Episcopale Nationale du Congo (CENCO) à laquelle est confiée la présidence de la Plateforme des Chefs de confessions religieuses.

Pour clôturer la célébration en beauté une prière d'invocation et de bénédiction finale fut dite par Son Éminence le Révérend ELEBE, Représentant de l'Eglise Kimbanguiste dans la Plateforme et Président de la CIME (Commission d'Intégrité et de Médiation Électorales).



Prière de dédicace de la Journée délivrée par Rév. Elebe Kapalay Delphin, Représentant Légal 1er Suppléant de l'Eglise Kimbanguiste

UNE TRANSFORMATION EST-ELLE POSSIBLE AU LENDEMAIN DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE? A QUOI FAUT-IL S'ATTENDRE?



Depuis la publication, en 2017, d'un calendrier électoral fixant la tenue des élections historiques le 23 Décembre de l'année 2018, la République Démocratique du Congo n'est pas restée en veille. A l'approche de cette date qui se profile déjà à l'horizon, les adversaires les plus déclarés au régime du Président Joseph Kabila affûtent déjà leurs armes. Les campagnes poussant à la désolidarisation des masses populaires, de ce que les opposants au régime qualifient ironiquement de Kabilie, se sont intensifiées ces derniers mois.

Pour les détracteurs de ce régime, le Président Joseph Kabila est à la base de toutes les vicissitudes dans le pays. Comme partout ailleurs, cette formule fonctionne plutôt bien contre un régime qui vient d'épuiser deux mandats successifs à la tête du pays, en plus d'un bonus de plus d'une année. Dans le camp des aspirants au pouvoir, la vente des promesses électorales se poursuit. Les campagnes de désolidarisation des masses populaires ne suivent pas toutes des normes conventionnelles. On trouve parmi elles du concret, mais aussi du vent.

Le Président Joseph Kabila, comme tout Président sortant, est contraint à endurer seul tout le mal congolais. Cela est un destin commun à tous les Chefs d'Etat que nul ne saura feindre.

Lorsqu' on accède au pouvoir pour la première fois, on a beau se plaindre de son prédécesseur, jamais on ne saura modifier le passé. Politiquement, ces plaintes, qui très souvent prennent la forme des accusations, servent plutôt à s'attirer la sympathie du peuple vers le nouvel ordre des choses.

Cette façon de faire semble être un sol nourricier vital pour tout nouveau régime. Tout en savourant la victoire, aucun Chef d'Etat n'ignore, qu'à partir du moment où l'on prend le relais, on devient responsable de tout ce qui arrive dans le futur, à tort ou à raison. Pour n'avoir pas vu, blâmé ou condamné, on assume pleinement toutes les responsabilités.

A l'approche de l'élection, les membres de l'Opposition congolaise, se servant de toutes les armes qui leur sont à portée des mains, tentent de faire bon commerce dressant un tableau sombre du Président Joseph Kabila, même si, chacun pour son compte a été associé, dans un passé proche ou lointain, à la personne qu'il blâme être à la base du mauvais sort du peuple congolais. Ces personnes-là exploitent simplement un moment favorable du destin, et ce, après qu'elles aient rendu, à monsieur le proprio, l'assiette qui servait autrefois à leur ravitaillement.

Au Congo, un adage dit que : "lorsqu'on se trouve à table, on ne parle pas avec la bouche pleine".

L'Opposition s'est déjà mise à vendre ses plans au peuple congolais. Les noms des personnes qu'elle juge capables pour la présidence, en remplacement du Président -

- Joseph Kabila, sont tous connus. Bilan pauvre, calamiteux et dramatique, tous les mots sont choisis pour convaincre l'électorat à pousser le Président Joseph Kabila à la porte de sortie, lui et toute sa fratrie. Dans ces tours charmeurs des détracteurs du Président Joseph Kabila, faut-il séparer le sucre du vitriol? La date des prochaines élections est connue; est-ce que celle du changement effectif aussi? À vrai-dire, les réformes structurelles mettent plus au moins trois ans pour donner des premiers signes. Ce n'est pas un vain espoir. Il faut attendre patiemment pour savoir si les dirigeants ont vendu au peuple du concret ou simplement du vent. Ce qui est plus intéressant, c'est qu'au gré des vagues, il faut des réformes sans lesquelles le nouveau régime manquera le décollage.

Dans les rues de Kinshasa, à la différence des normes conventionnelles en matière de réformes, c'est une toute autre mathématique politique qui est entrain d'être vendue. Le changement, c'est au lendemain du départ du Président Joseph Kabila. Le peuple congolais est amené à y croire. Alors que cette rhétorique dans la pratique ne fonctionne pas.

Les préoccupations majeures du peuple congolais sont restées les mêmes.

Il s'interroge, par exemple, sur ce qu'il doit faire pour nouer les deux bouts du mois. Combien doit-il gagner pour nourrir les familles au quotidien? Comment faire pour y subvenir? L'accès aux soins de santé pour tous à un prix raisonnable, l'éducation pour tous.

Le peuple, voyant s'approcher les élections, veut savoir combien de temps mettra-t-il pour que ses conditions de vie deviennent meilleures. Une réponse appropriée à toutes ces questions, de la part des aspirants au pouvoir, permet de mesurer en amont l'état d'esprit ou encore l'attitude du peuple après la première passation historique du pouvoir. Le peuple vivra à la longueur des promesses faites.

Lorsqu'on promet de transformer le pays entier au lendemain du départ au pouvoir de son prédécesseur, le peuple demeure très attentif à une telle promesse. Le degré de maturité du peuple doit rester un élément d'attention lorsqu'on écrit des promesses électorales car, si l'on échoue à produire des résultats dans le délai prévu suivant les promesses, le pays a le risque de s'inscrire sur un chemin de non-retour. Une instabilité généralisée se rapprochera de ce que continuent d'expérimenter les pays du Maghreb au lendemain du printemps arabe de 2010.

Dans ces pays, le taux du dollar américain grimpe, le pouvoir d'achats des peuples a diminué et tout s'est durci : les soins de santé, scolarité, paiement des agents et fonctionnaires de l'Etat. La colère est grande et les masses se dessinent dans des rues. Les peuples du Magreb pensent, pour la plus part, que les promesses du printemps arabe n'étaient que des mirages ou soit qu'il n'y avait aucune vision du tout vers l'avenir.

A la différence des pays du Maghreb Africain qui jouissent d'un avantage devant ce genre des situations, la République Démocratique du Congo n'est pas encore totalement assise sur ses deux pieds. Les pressions populaires face aux promesses non tenues grondent mais les Nations du Maghreb ne s'ébranlent pas.

Ces pays parviennent à survivre face à la révolte populaire grâce notamment à leurs structures de base qui sont solides. L'Exécutif peut subir un shutdown ou un arrêt brusque; le cas de la Belgique l'an dernier, mais aussi longtemps que les entités de base maintiennent un rythme de vie habituel, la Nation se poursuit sans beaucoup d'effets néfastes. Les fondements sur lesquels ces pays reposent font que leur intégrité physique ne reçoit pas de menace majeure avec les colères populaires.

En République Démocratique du Congo, par contre, les structures de base ne sont pas solides ou quasi-inexistantes. La plupart des entités de base sont toutes sous la menace des leaders charismatiques. Si à l'issue des élections en perspective, le peuple congolais ne trouve pas son compte, il sera insatisfait à cause des promesses fallacieuses non tenues. Dans ce cas, il y'a un risque réel que cela génère un cumul des pressions populaires contre le prochain régime qui conduira à un bouleversement total.

La République Démocratique du Congo deviendra une sorte de cour du roi pétaud où l'Etat perdra complètement sa légitimité.

Les pressions populaires et les mouvements de masse qui ébranlent le régime du Président Joseph Kabila à la fin de son règne sont une autre forme de réponses du peuple congolais à des promesses non tenues ou réalisées en partie.

Seize ans après, le peuple congolais s'est rendu compte qu'il n'est pas allé à la rencontre des promesses phares émises par les tombeurs du Maréchal Mobutu. Même si le peuple ne décolère pas, ces protestations n'ont surgi que tardivement, à la fin des deux mandats successifs du Président.

Lorsqu'on étudie attentivement le peuple congolais, on comprend vite que les protestations qui se succèdent sont une colère mêlée à un sens de soulagement qu'il va falloir en découdre finalement avec le régime; alors, il vaut mieux, pour lui, de précipiter les événements. Cela n'apporte pas de changement majeur au règne du Président Joseph Kabila qui a pris son train jusqu'à la gare. Un régime, nouvellement mis en place, ne profitera pas certainement de ce sens de soulagement dans le peuple qui marque la fin de temps. Ainsi des bouleversements majeurs sont inévitables contre des promesses fallacieuses.

La peur, c'est de voir le peuple congolais devenir un éternel insatisfait, à la recherche d'un pouvoir idéal que même la rue ne pourra pas lui offrir. Cette soif du peuple ouvrira la voie à des mégalomanes et des apôtres d'une dislocation de la RDC.

L'antidote à ce poison en gestation, ce n'est rien d'autre que des promesses électorales exactes et mesurées. L'élection qui se pointe à l'horizon du Congo n'a pas du tout le même caractère que les deux élections précédentes, celles de 2006 et de 2011. Elle confère au peuple congolais la rupture avec un ordre ancien et une sorte de migration vers un nouvel ordre des choses.

C'est une phase extrêmement délicate, qui demande beaucoup de souplesses. Il est du pouvoir de l'homme de façonner son destin selon qu'il s'expose, par sa conduite, à l'influence des forces de bénédiction ou celles de destruction. L'antidote, c'est aussi de donner un discours franc au peuple, de ne pas faire des promesses qu'on ne saura pas tenir mais de tenir toutes les promesses déjà faites; de ne pas susciter l'envie d'une transformation immédiate mais plutôt une transformation progressive avec le peuple.

Il n'existe pas de transformation au lendemain d'une élection présidentielle. Est-ce qu'après le départ du Président Joseph Kabila le dollars reculera historiquement à 500 CDF ? Est-ce que l'école sera gratuite pour les enfants congolais? Est-ce que le salaire du fonctionnaire sera multiplié par 4 ? Est-ce que les soins de santé de base seront offerts gratuitement ? Est-ce que tout congolais aura droit à un visa gratuit vers l'Europe ? Est-ce que le Rwanda et l'Ouganda cesseront d'être voisins de la République Démocratique du Congo? La réponse à toutes ces questions, comme vous pouvez déjà le deviner, est un grand non. Il faut que des gens honnêtes et crédibles, candidats à l'élection présidentielle ou non, aident le peuple à comprendre que -

réaliser toutes ces transformations structurelles n'est pas l'affaire d'une nuit. On altère de façon circulaire des hommes mais on ne change pas l'ordre de choses au premier jour d'une élection.

Instaurer un nouvel ordre des choses prends du temps. Cela est une notion magistrale. Changer l'ordre de choses demande des réformes. Lesquelles réformes ne peuvent commencer à libérer des fruits que trois ans après leurs implantations effectives. Tout groupe remporte une élection à l'aide d'un plan de société qui ne sera forcément pas son plan opérationnel.

Le feuilleton le plus célèbre de ces trois dernières décennies c'est sûrement celui du Bénin. En décembre 1989, après des mois de contestations populaires et des pressions diverses, le Président Mathieu Kérékou met fin au règne du parti unique, abandonne la doctrine marxiste-léniniste et convoque la Conférence nationale des forces vives de la nation, qui doit définir les fondements d'un nouvel ordre. A la clôture de la Conférence nationale, Kérékou accepte de mettre en oeuvre toutes les recommandations amorçant le changement du régime. Il perd la présidentielle de 1991 face à son challenger Nicéphore Soglo

qui se fait passer alors pour le réformateur immédiat du Bénin. Après sa défaite en 1991, l'ex-homme fort fera preuve d'une grande maturité politique en se gardant de toutes critiques à l'encontre de son successeur. La population porta à son crédit le caractère pacifique de la transition, d'autant plus que son successeur Nicéphore Soglo s'était lancé dans une politique d'obstruction à la mise en place des Institutions démocratiques prévues par la Conférence nationale. Aucune des toutes les promesses immédiates faites par ce dernier ne semblait marcher. Cinq ans après, en 1996, Soglo le réformateur passa pour un farceur aux yeux du peuple Béninois. Kérékou reviendra au pouvoir en 1996, cette fois, par la voie des urnes. Contrairement au Président Kérékou, Soglo fera face à une résistance beaucoup plus musclée du peuple et doit faire avec des groupes de pression qui vont pouvoir naître au quotidien, le Bénin bascule. Cela étant, Soglo perd éperdument l'élection prochaine qui voit le Président Kérékou briller.

De l'histoire du Président Mathieu Kérékou, on peut tirer des leçons: quelle que soit la façon d'être d'un leader, le peuple garde toujours, en mémoire, une dose de nostalgie en sa faveur que son successeur peut prendre - beaucoup de temps à effacer. Aussi, lorsque les promesses ne donnent pas dans le délai prévu, cette nostalgie peut générer un fort sentiment anti-régime.

Richie LONTULUNGU



Ethiopian Airlines Honored as **SKYTRAX Four Star Airline**



Imprimé à Kinshasa © 2018

Villa 80, Mont Fleury, Q/ Jolie-Parc, Commune de Ngaliema C/o CIME

Editeur: Richie Lontulungu | Concepteur: Richie Lontulungu | Une production de Lontulungu Relief Fund (LRF) | Tél: +243-81-020-4031 +243-99-302-8599| lontulungu@gmail.com